



PREFET DU PAS-DE-CALAIS

**Communauté d'Agglomération de la Terre des 2 Caps**

**Système d'assainissement d'Ambleteuse**

**ARRETE PREFECTORAL  
PORTANT PRESCRIPTIONS PARTICULIERES A DECLARATION  
EN APPLICATION DE L'ARTICLE L.214-3 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT**

LE PREFET DU PAS-DE-CALAIS

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 16 février 2017 portant nomination de Monsieur Fabien SUDRY en qualité de Préfet du Pas-de-Calais (hors classe) ;

Vu l'arrêté du 21 juillet 2015 modifié relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité, et aux dispositifs d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1,2 kg/j de DBO5 ;

Vu le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du Bassin Artois-Picardie approuvé le 23 novembre 2015 ;

Vu le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin côtier du Boulonnais approuvé le 9 janvier 2013 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2018-60-01 du 15 janvier 2018 portant délégation de signature à Monsieur Denis DELCOUR en qualité de Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais ;

Vu l'arrêté préfectoral du 5 décembre 2018 portant la substitution de la compétence pour les systèmes d'assainissement au 1<sup>er</sup> janvier à la Communauté de Commune de la terre des 2 Caps de ses communes membres ;

Vu la déclaration au titre de l'article L214-3 du code de l'environnement présentée le 23 mai 2011 par M. le Maire de la commune d'AMBLETEUSE, enregistrée sous le n° 62-2011-00173 et relative à la régularisation du système d'assainissement d'AMBLETEUSE ;

Vu le récépissé de déclaration délivré le 7 juin 2011 ;

Vu le transfert de compétence assainissement à la Communauté de Communes de la Terre des 2 Caps ;

Vu le courrier adressé au pétitionnaire pour observation sur les prescriptions spécifiques le 4 juillet 2019 ;

Vu les observations du pétitionnaire, concernant les prescriptions spécifiques, remises en date du 15 juillet 2019 ;

**CONSIDERANT** que la déclaration de la Communale d'Ambleteuse visée ci-dessus porte sur un système d'assainissement concourant à la collecte et au traitement des eaux usées issues de l'agglomération d'assainissement d'AMBLETEUSE ;

**CONSIDERANT** qu'il convient de fixer des prescriptions de nature à assurer un niveau de protection des eaux de surface suffisant ;

**CONSIDERANT** que les dispositions relatives aux niveaux de traitement et à l'autosurveillance du système d'assainissement d'AMBLETEUSE doivent être renforcées conformément aux prescriptions du tableau 4 de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015 modifié ;

**Sur** proposition de M. le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1 - Dénomination du pétitionnaire**

Pour l'application du présent arrêté, on entend par pétitionnaire, la Communauté de Communes de la Terre des 2 Caps, représentée par son Président et siégeant à Le Cardo à MARQUISE (62250).

### **Article 2 - Caractéristiques techniques du système d'assainissement**

Le système d'assainissement d'Ambleteuse comprend :

- le système de collecte : réseaux et ouvrages associés, de la commune d'Ambleteuse,
- la station de traitement des eaux usées d'Ambleteuse.

Les eaux traitées sont rejetées dans le ruisseau de Selles, en zone sensible à l'eutrophisation, et dans une zone où un traitement de la pollution microbiologique est nécessaire.

#### **2-1 Caractéristiques techniques du système de collecte**

Le réseau d'assainissement de la commune d'Ambleteuse est majoritairement de type séparatif.

Le système de collecte actuel comprend :

- Les réseaux de canalisations de la commune d'Ambleteuse;
- Les déversoirs d'orage décrits en annexe 1 du présent arrêté ;
- Les postes de pompage décrits en annexe 1 du présent arrêté ;
- Les équipements et ouvrages associés aux réseaux.

## 2-2 Caractéristiques techniques de la station de traitement des eaux usées

La station de traitement des eaux usées d'Ambleteuse doit traiter la totalité des effluents issus de la commune d'Ambleteuse, par temps sec et par temps de pluie, pour un débit journalier en entrée de station inférieur au débit de référence.

La station de traitement des eaux usées est dimensionnée pour traiter une charge brute de pollution organique de 240 kg/jour de DBO5.

La station de traitement des eaux usées fonctionne sur le principe « boues activées par aération prolongée »

### A : Description de la filière de traitement de l'eau

Les eaux usées arrivent, par une canalisation collectrice de diamètre 250, à la station de traitement des eaux usées.

La station de traitement des eaux usées est constituée des ouvrages suivants :

- un dégrilleur grossier 25 mm ;
- un poste de relèvement ;
- un dessableur-déshuileur ;
- un bassin d'aération ;
- un clarificateur ;
- une table d'égouttage des boues
- un système de désinfection par U.V.
- un canal de comptage ;
- d'une canalisation de rejet des eaux traitées à la Selles

### B : Description de la filière de traitement des boues

Les boues issues de l'épuration des eaux passent par un table d'égouttage pour les épaissir à une siccité de l'ordre de 6 % et 2 baches souples représente un volume de stockage de 1000 m3.

La destination finale des boues est l'épandage agricole

### C : Charges de référence de la station de traitement des eaux usées

#### - Charges hydrauliques de référence

Débit de référence : débit journalier correspondant au percentile 95 des débits arrivant en tête de station de traitement des eaux usées. Au-delà de ce débit de référence, la station de traitement des eaux usées est considérée comme étant dans des situations inhabituelles pour son fonctionnement décrites à l'article 8.

Débit de pointe admissible : 90 m<sup>3</sup>/h

## **- Charges polluantes de référence**

Paramètres	Charges polluantes
DBO5	240 kg/j
DCO	530 kg/j
MES	280 kg/j
NTK	52 kg/j
P total	12 kg/j

## **Article 3 - Prescriptions relatives au système de collecte**

### **3-1 : Système de collecte**

Le système de collecte est conçu, réalisé, réhabilité, exploité et entretenu de manière à :

- desservir l'ensemble des immeubles raccordables inclus dans le périmètre de l'agglomération d'assainissement d'Ambleteuse ;
- éviter tout rejet direct ou déversement d'eaux usées en temps sec, hors situations inhabituelles décrites à l'article 8 ;
- éviter les fuites et les apports d'eaux claires parasites risquant d'occasionner le non-respect des prescriptions du présent arrêté ou un dysfonctionnement des ouvrages ;
- ne pas provoquer de rejets d'eaux usées au milieu récepteur, hors situation inhabituelle de forte pluie.

Les équipements des réseaux (déversoirs d'orage, postes de relèvement, postes de refoulement,...) respectent ces exigences et sont aménagés de manière à ne pas permettre l'introduction d'eau en provenance du milieu naturel.

Les ouvrages de déversement ne doivent pas faire obstacle à l'écoulement des eaux. Toutes dispositions doivent être prises pour éviter l'érosion du fond et des berges, ne pas créer de zone de sédimentation ou de colmatage, et favoriser la dilution du rejet.

Le système de collecte des eaux pluviales ne doit pas être raccordé au système de collecte des eaux usées, sauf justification expresse du pétitionnaire et à la condition que le dimensionnement du système de collecte et de la station d'épuration d'Ambleteuse le permette.

Les ouvrages de collecte doivent être réalisés conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité.

Les travaux réalisés sur les ouvrages de collecte font l'objet avant leur mise en service d'une procédure de réception prononcée par le pétitionnaire. Le procès-verbal de cette réception est adressé par le pétitionnaire au service chargé de la police de l'eau et à l'agence de l'eau.

### 3-2 : Raccordements

Les effluents collectés ne doivent pas contenir :

- ✓ les matières solides, liquides ou gazeuses susceptibles d'être toxiques pour l'environnement, dangereuses pour le personnel d'exploitation ou pour les habitants des immeubles raccordés au système de collecte, d'être la cause d'une dégradation des ouvrages de collecte et de traitement ou d'une gêne dans leur fonctionnement ;
- ✓ les déchets solides, y compris après broyage ;
- ✓ sauf dérogation accordée par le pétitionnaire, les eaux de source ou les eaux souterraines, y compris lorsqu'elles ont été utilisées dans des installations de traitement thermique ou des installations de climatisation ;
- ✓ sauf dérogation accordée par le pétitionnaire, les eaux de vidange des bassins de natation ;
- ✓ les matières de vidange, y compris celles issues des installations d'assainissement non collectif.

Raccordement d'effluents non domestiques au système de collecte :

Tout raccordement d'effluents non domestiques doit faire l'objet d'une autorisation de déversement du pétitionnaire, conformément aux dispositions de l'article L 1331-10 du code de la santé publique, préalablement au raccordement.

Ces autorisations ne peuvent être délivrées que lorsque le système de collecte est apte à acheminer ces effluents et que la station d'épuration est apte à les traiter, sans risque de dysfonctionnements. Les caractéristiques de ces effluents doivent être présentées avec la demande d'autorisation de leur déversement.

L'autorisation de déversement définit les paramètres à mesurer par l'exploitant de l'établissement producteur d'effluents non domestiques et la fréquence des mesures à réaliser. Si les déversements ont une incidence sur les paramètres pH, MES, DBO5, DCO, NGL, Ptot, NH4, conductivité, température, l'autorisation de déversement fixe les flux et les concentrations maximaux admissibles pour ces paramètres et, le cas échéant, les valeurs moyennes journalières et annuelles. Si les déversements sont susceptibles par leur composition de contribuer aux concentrations de micropolluants mesurées en sortie de station d'épuration ou dans les boues, l'autorisation de déversement fixe également, d'une part, les flux et les concentrations maximaux admissibles pour ces micropolluants, et, d'autre part, les valeurs moyennes journalières et annuelles pour ces substances.

L'exploitant de l'établissement producteur d'effluents non domestiques transmet régulièrement les résultats de ces mesures au pétitionnaire, qui les annexe aux documents mentionnés à l'article 9 du présent arrêté.

Le service chargé de la police de l'eau peut demander au pétitionnaire toutes informations sur les opérations de contrôle des branchements particuliers prévus à l'article L 1331-4 du code de la santé publique, et se faire communiquer par celui-ci la liste de tous les raccordements industriels et commerciaux au système de collecte, ainsi que les copies des autorisations de déversement.

#### **Article 4 - Prescriptions relatives à la station de traitement des eaux usées**

La station de traitement des eaux usées d'Ambleteuse est dimensionnée de façon à :

- traiter la charge brute de pollution organique de l'agglomération d'assainissement d'Ambleteuse et respecter les performances minimales de traitement mentionnées à l'article 7, hors situations inhabituelles ;

- traiter l'ensemble des eaux usées reçues et respecter les niveaux de rejet prévus à l'article 7, pour un volume journalier d'eaux usées reçues inférieur ou égal au débit de référence.

En cas de dépassement récurrent du débit de référence ou des charges polluantes de référence de la station de traitement des eaux usées définis à l'article 2 du présent arrêté, le pétitionnaire devra réaliser des aménagements pour mettre en conformité sa situation :

- soit par une extension de la capacité des ouvrages,
- soit par une optimisation du système de collecte (déconnexion des eaux claires parasites, maîtrise des rejets industriels et respect des autorisations de déversement,...)

et s'engager sur un échéancier de réhabilitation.

Le pétitionnaire constituera un comité de pilotage pour définir les aménagements avant réalisation. Ce comité comprendra à minima le service chargé de la police de l'eau et l'agence de l'eau.

Les aménagements projetés et l'échéancier de réhabilitation devront être validés par le service chargé de la police de l'eau.

Les ouvrages doivent être régulièrement entretenus de manière à garantir le fonctionnement des dispositifs de traitement et de surveillance.

Le site de la station de traitement des eaux usées doit être maintenu en permanence en bon état de propreté.

L'ensemble des installations de la station de traitement des eaux usées doit être délimité par une clôture et leur accès interdit à toute personne non autorisée.

## **Article 5 – Gestion des déchets du système d'assainissement**

Les refus de dégrillage sont récupérés, déversés dans une benne et évacués vers la décharge de Dannes.

Les sables et graisses sont acheminés à la station de traitement des eaux usées de Boulogne-sur-Mer pour y être lavés sur l'unité de traitement des sables et matières de curage, afin d'être valorisés en remblaiement de tranchées ou d'être envoyés en décharge sur le site de Dannes.

Les boues sont évacuées en filière d'épandage agricole.

Le pétitionnaire met à la disposition du service chargé de la police de l'eau :

- > les documents permettant d'assurer la traçabilité des lots de boues et de justifier de la destination finale des boues ;
- > les documents enregistrant, par origine, les quantités de matières sèches hors réactifs de boues apportées sur la station par d'autres installations ;
- > les bulletins de résultats des analyses réalisés selon les prescriptions de l'arrêté du 8 janvier 1998 ;
- > les documents de traçabilité et d'analyses permettant d'attester, pour les lots de boues concernés, de leur sortie effective du statut de déchet.

Le pétitionnaire doit informer le service chargé de la police de l'eau en cas de changement du mode de gestion des boues.

## Article 6 – Diagnostic du système d’assainissement

Le pétitionnaire établit, suivant une fréquence n'excédant pas dix ans, un diagnostic du système d'assainissement des eaux usées.

Ce diagnostic permet d'identifier les dysfonctionnements éventuels du système d'assainissement. Le diagnostic vise notamment à :

- 1° Identifier et localiser l'ensemble des points de rejets au milieu récepteur et notamment les déversoirs d'orage ;
- 2° Quantifier la fréquence, la durée annuelle des déversements et les flux polluants déversés au milieu naturel ;
- 3° Vérifier la conformité des raccordements au système de collecte ;
- 4° Estimer les quantités d'eaux claires parasites présentes dans le système de collecte et identifier leur origine ;
- 5° Recueillir des informations sur l'état structurel et fonctionnel du système d'assainissement ;
- 6° Recenser les ouvrages de gestion des eaux pluviales permettant de limiter les volumes d'eaux pluviales dans le système de collecte.

Il est suivi, si nécessaire, d'un programme d'actions visant à corriger les dysfonctionnements éventuels et, quand cela est techniquement et économiquement possible, d'un programme de gestion des eaux pluviales le plus en amont possible, en vue de limiter leur introduction dans le réseau de collecte.

Le plan du réseau et des branchements est tenu à jour par le pétitionnaire. Ce plan est fourni au service en charge de la police de l'eau.

## Article 7 - Prescriptions relatives à la qualité du rejet des eaux traitées

Le rejet de la station de traitement des eaux usées d'Ambleteuse doit respecter les règles de conformité fixées au présent article, pour un débit entrant inférieur ou égal au débit de référence mentionné à l'article 2, et hors situations inhabituelles décrites à l'article 8.

Règles de conformité du rejet :

- l'effluent ne doit pas contenir de substances capables d'entraîner la destruction de la faune et de la flore aquatique,
- l'effluent doit être inodore et non susceptible de fermentation,
- le pH doit être compris entre 5.5 et 8.5,
- la couleur de l'effluent ne doit pas provoquer une coloration visible du milieu récepteur,
- la température de l'effluent doit être inférieure à 25°C,
- Pour les paramètres MES, DCO et DBO5, le rejet doit respecter, sur un échantillon moyen journalier, les valeurs suivantes en concentration ou en rendement :

Paramètres	Concentration maximale (échantillon moyen sur 24h)	Rendement minimum
MES	30 mg/L	90 %
DCO	90 mg/L	80 %
DBO5	20 mg/L	80 %

- Pour les paramètres NGL et P total, le rejet doit respecter, en moyenne annuelle, les valeurs suivantes en concentration ou en rendement :

Paramètres	Concentration maximale	Rendement minimum
NGL	15 mg/L	70 %
P total	2 mg/L	80 %

- Pour les paramètres MES, DCO et DBO5, le rejet doit respecter, sans tolérance possible, sur un échantillon moyen journalier, les valeurs suivantes en concentration :

Paramètres	Valeur rédhibitoire
MES	85 mg/L
DCO	250 mg/L
DBO5	50 mg/L

La conformité du rejet sera jugée paramètre par paramètre sur un échantillon moyen journalier pour les paramètres MES, DCO, DBO5 et sur les résultats annuels pour les paramètres NGL et le P total, ceci dans les conditions définies aux articles 2 et 9 du présent arrêté.

- Le traitement de la pollution bactériologique par rayonnement ultra-violet sera opérationnel toute l'année.  
Les niveaux de rejet exigés après désinfection sont les suivants :

Paramètres	Concentration maximale	Valeur rédhibitoire
Escherichia Coli	600 germes/100mL	2000 germes/100mL
Entérocoques intestinaux	300 germes/100mL	2000 germes/100mL

La conformité du rejet sera jugée paramètre par paramètre sur un échantillon ponctuel pour les paramètres Escherichia Coli, Entérocoques intestinaux, ceci dans les conditions définies aux articles 2 et 9 du présent arrêté.

## Article 8 - Situations inhabituelles

Les «situations inhabituelles», concernent :

- les fortes pluies, telles que mentionnées à l'article R.2224-11 du code général des collectivités territoriales ;
- les opérations programmées de maintenance ;
- les circonstances exceptionnelles (telles que catastrophes naturelles, inondations, pannes ou dysfonctionnements non directement liés à un défaut de conception ou d'entretien, rejets accidentels dans le réseau de substances chimiques, actes de malveillance).

### - Conditions dégradées prévisibles

Au sens du présent arrêté, on appelle conditions dégradées prévisibles :

- les périodes d'entretien et de réparations prévisibles ;
- les travaux programmés ;
- les dépassements des capacités de référence prévisibles (raccordement temporaire,...).



Le pétitionnaire doit informer le service chargé de la police de l'eau de ces conditions dégradées au minimum un mois avant leur commencement. Cette information est accompagnée d'un mémoire justificatif comportant à minima les données suivantes: la période concernée, la consistance de l'opération ou de la modification, les caractéristiques des déversements (débit, charge) pendant cette période, l'impact sur le milieu récepteur et les mesures prises pour en réduire l'importance.

Le service chargé de la police de l'eau peut, si nécessaire, dans les 15 jours ouvrés suivant la réception de l'information, prescrire des mesures visant à réduire les effets ou demander le report de ces opérations si ces effets sont jugés excessifs.

Dans ces conditions dégradées, le rejet doit respecter les prescriptions en concentration ou en rendement fixées par le service chargé de la police de l'eau.

Le pétitionnaire doit tenir à jour un registre mentionnant les incidents, les pannes, les mesures prises pour y remédier et les procédures à observer par le personnel de maintenance ainsi qu'un calendrier prévisionnel d'entretien préventif des ouvrages de collecte et de traitement.

#### **- Circonstances exceptionnelles**

Le pétitionnaire doit informer immédiatement le service chargé de la police de l'eau, l'agence de l'eau, et la commune d'Ambleteuse de tout incident de fonctionnement des installations susceptible d'avoir un impact sur le milieu récepteur et mettre en œuvre, sans délai, les moyens nécessaires au retour à une situation normale. Toutes dispositions doivent être prises pour que les pannes n'entraînent pas de risque pour le personnel et affectent le moins possible la qualité du traitement des eaux.

Des dispositions de surveillance renforcées doivent être prises par l'exploitant, lorsque des circonstances particulières ne permettent pas d'assurer la collecte ou le traitement complet des effluents ; Il en est ainsi notamment en cas d'accidents ou d'incidents sur la station d'épuration ou de travaux sur le système de collecte.

Le pétitionnaire doit estimer le flux de matières polluantes rejeté au milieu dans ces conditions et évaluer son impact sur le milieu récepteur. Cette évaluation porte au minimum sur le débit, la DCO, les MES, l'azote ammoniacal et l'oxygène dissous aux points de rejet dans le milieu récepteur.

Un compte-rendu d'intervention doit être rédigé et fourni au service chargé de la police de l'eau comportant à minima les données suivantes : la période concernée, la consistance de l'événement, les caractéristiques des déversements (débit, charge), l'impact sur le milieu récepteur et les mesures prises pour en réduire l'importance.

Le non respect des règles de conformité du rejet fixées à l'article 7, dû à un incident technique relevant d'une négligence sur le système de collecte ou la station d'épuration, pourra être retenu comme une non-conformité par le service chargé de la police de l'eau.

### **Article 9 - Surveillance du système d'assainissement**

Le pétitionnaire doit mettre en place une surveillance du système de collecte, de la station de traitement des eaux usées, ainsi que du milieu récepteur des rejets.

### 9-1 : Autosurveillance du système de collecte

L'autosurveillance du système de collecte doit être intégrée au manuel d'autosurveillance du système d'assainissement.

Les rejets effectifs au milieu naturel au niveau des déversoirs d'orage, des postes de relèvement et des postes de refoulement doivent être identifiés et justifiés par les conditions météorologiques.

Pour le trop-plein du poste de refoulement et les déversoirs d'orage décrit ci-après, la surveillance consiste à mesurer le temps de déversement journalier et estimer les débits déversés.

Nom	Charge estimée	Equipement	Exutoire
Déversoir d'orage Fort d'Ambleteuse	> 120 kg DBO5/j	Dispositif d'estimation des débits	Réseau pluvial Avenue du Fort

### 9-2 : Autosurveillance de la station de traitement des eaux usées

L'autosurveillance de la station de traitement des eaux usées doit être intégrée au manuel d'autosurveillance du système d'assainissement.

Le pétitionnaire met en place les aménagements et équipements adaptés pour obtenir les informations d'autosurveillance prescrites par le présent arrêté. Les mesures de contrôle et d'étalonnage sont définies, avec l'agence de l'eau et le service chargé de la police de l'eau, dans le manuel d'autosurveillance.

La station de traitement des eaux usées doit être équipée de dispositifs de mesure et d'enregistrement des débits à l'entrée et à la sortie de la station et de préleveurs automatiques asservis au débit permettant la conservation à 4°C des échantillons d'eau à l'entrée et à la sortie de la station.

Le pétitionnaire doit mettre en place un programme de surveillance des entrées et sorties de la station de traitement des eaux usées, y compris des ouvrages de dérivation (by-pass général ou inter-ouvrages). Les mesures des débits doivent faire l'objet d'un enregistrement en continu.

La quantité de matières sèches extraites (boues) doit être mesurée.

Le programme de surveillance de l'année N est adressé avant le 1<sup>er</sup> décembre de l'année N-1 au service chargé de la police de l'eau pour acceptation, et à l'agence de l'eau.

Le programme de surveillance porte sur les paramètres suivants : pH, débits, MES, DCO, DBO5, NTK, NH4, NO2, NO3, NGL, P total, Escherichia Coli et Entérocoques intestinaux.

Les analyses doivent être réalisées par un laboratoire agréé au titre du code de l'environnement, ou selon des méthodes validées par le service chargé de la police de l'eau.

Les analyses en entrée et sortie de station, sur échantillons moyens sur 24h non filtrés et non décantés, sont réalisées selon les fréquences suivantes :

Paramètres	Fréquence des mesures (nombre d'échantillons/an)	Nombre maximal d'échantillons non conformes
Débits	365	
pH	12	2
t°	12	2
MES	12	2
DCO	12	2
DBO5	12	2
NTK	4	1
NH4	4	1
NO2	4	1
NO3	4	1
NGL	4	1
P total	4	1
Boues	12	2

Les analyses bactériologiques en sortie de station, à l'aval du système de désinfection, sont réalisées selon les fréquences suivantes :

Paramètres bactériologiques	Fréquence des mesures (nombre de jours par an)	Nombre maximal d'échantillons non conformes
Escherichia Coli	18	3
Entérocoques intestinaux	18	3

Le pétitionnaire doit conserver un double des échantillons au froid pendant 24 heures.

La campagne de mesure des paramètres « Escherichia Coli, entérocoques intestinaux » est programmée deux fois par mois en période estivale (du 1<sup>er</sup> mai au 30 septembre) et une fois par mois en dehors de cette période.

### 9-3 : Surveillance du milieu récepteur

La surveillance du milieu récepteur doit être intégrée au manuel d'autosurveillance du système d'assainissement.

Le pétitionnaire doit aménager deux points de mesure pour la surveillance du milieu récepteur, en amont et aval de l'agglomération d'assainissement. L'aménagement de ces points de prélèvement est soumis à l'accord préalable du service chargé de la police de l'eau.

La campagne de mesure est programmée une fois par mois, en amont et en aval du rejet, sur les paramètres suivants : MES, DCO, DBO5, NTK, NH4, NO2, NO3, NGL, P total, Escherichia Coli et entérocoques intestinaux.

#### 9-4 : Transmission des données relatives à l'autosurveillance

Le pétitionnaire transmet les informations et résultats d'autosurveillance produits durant le mois N dans le courant du mois N+1 au service chargé de la police de l'eau et à l'agence de l'eau.

Cette transmission concerne :

- les informations et résultats d'autosurveillance obtenus en application de l'article 9 du présent arrêté, durant la période considérée ;
- les dates de prélèvements et de mesures ;
- pour les boues de la station de traitement des eaux usées, la quantité de matières sèches hors et avec emploi de réactifs, ainsi que leur destination ;
- la quantité de sous-produits de curage et de décantation des réseaux de collecte (matières sèches) et de ceux produits par la station de traitement des eaux usées (graisse, sable, refus de dégrillage), ainsi que leur destination ;
- les résultats des mesures reçues par le pétitionnaire en application de l'article 3.

La transmission régulière des données d'autosurveillance est effectuée par l'application informatique VERSEAU, conformément au scénario d'échange des données d'autosurveillance des systèmes d'assainissement en vigueur, défini par le service d'administration nationale des données et référentiels sur l'eau (SANDRE).

En cas de dépassement des valeurs limites fixées par l'article 7 du présent arrêté, l'information du service chargé de la police de l'eau est immédiate et accompagnée de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

#### **Article 10 – Production documentaire**

Le pétitionnaire tient à jour un registre comportant :

- les plans des réseaux ;
- la liste des branchements ;
- la liste des raccordements industriels et commerciaux avec les autorisations de raccordement ;
- la liste des points de contrôle des équipements soumis à une inspection périodique de prévention des pannes ;
- les incidents, les pannes, les mesures prises pour y remédier ainsi qu'un calendrier prévisionnel d'entretien préventif des ouvrages de collecte et de la station d'épuration ;
- la quantité annuelle de sous-produits de curage et de décantation des réseaux de collecte (matières sèches) évacués, ainsi que leur destination ;
- la production de boues évacuées en poids de matières sèches hors et avec emploi de réactifs (chaux, polymères, sels métalliques,...), ainsi que leur destination ;
- la quantité annuelle de sous-produits de la station de traitement des eaux usées (graisse, sable, refus de dégrillage) évacués, ainsi que leur destination ;
- la consommation de réactifs et d'énergie ;
- les résultats de l'ensemble des contrôles, mesures et analyses imposés par l'article 9 du présent arrêté.

Ce registre est mis à la disposition du service chargé de la police de l'eau et de l'agence de l'eau et conservé pour une période d'au moins 10 ans.

## 10-2 : Le manuel d'autosurveillance du système d'assainissement

Le pétitionnaire doit rédiger un manuel d'autosurveillance du système d'assainissement décrivant de manière précise :

- son organisation interne ;
- ses méthodes d'exploitation, de contrôle et d'analyse ;
- la description du système de collecte et de la station de traitement des eaux usées ;
- la localisation des points de mesure et de prélèvements ;
- les normes ou méthodes de référence utilisées pour la mise en place et l'exploitation des équipements d'autosurveillance ;
- la liste et la définition des points nécessaires au paramétrage des installations en vue de la transmission électronique au format « SANDRE » des résultats d'autosurveillance du système d'assainissement ;
- les performances à atteindre en matière de collecte et de traitement des eaux usées, fixées par le présent arrêté ;
- les organismes extérieurs à qui il confie tout ou partie de la surveillance ;
- la qualification des personnes associées à ce dispositif.

Ce manuel est transmis à l'agence de l'eau et au service chargé de la police de l'eau, pour validation. Il est régulièrement mis à jour.

## 10-3 : Le bilan annuel de fonctionnement du système d'assainissement

Le pétitionnaire rédige en début d'année le bilan annuel de fonctionnement du système d'assainissement durant l'année précédente. Il le transmet au service chargé de la police de l'eau et à l'agence de l'eau avant le 1<sup>er</sup> mars de l'année en cours.

Ce bilan annuel est un document synthétique qui comprend notamment :

- un bilan de fonctionnement du système d'assainissement, y compris le bilan des déversements et rejets au milieu naturel (date, fréquence, durée, volumes et, le cas échéant, flux de pollution déversés) ;
- les informations relatives à la gestion des déchets issus du système d'assainissement (déchets issus du curage de réseau, sables, graisses, refus de dégrillage, boues produites...) ;
- les informations relatives à la quantité et la gestion d'éventuels apports extérieurs (quantité, qualité) : matières de vidange, boues exogènes, lixiviats, effluents industriels, etc. ;
- la consommation d'énergie et de réactifs ;
- un récapitulatif des événements majeurs survenus sur la station (opérations d'entretien, pannes, situations inhabituelles...) ;
- une synthèse annuelle des informations et résultats d'autosurveillance de l'année précédente mentionnés à l'article 9 du présent arrêté ;
- un bilan des contrôles des équipements d'autosurveillance réalisés par le pétitionnaire ;
- un bilan des nouvelles autorisations de déversement dans le système de collecte délivrées durant l'année concernée et du suivi des autorisations en vigueur ;
- un bilan des alertes effectuées par le pétitionnaire dans le cadre du protocole prévu à l'article 9-4 du présent arrêté ;
- une analyse critique du fonctionnement du système d'assainissement ;
- une autoévaluation des performances du système d'assainissement au regard des exigences du présent arrêté ;
- les travaux réalisés durant l'année concernée et les travaux envisagés dans le futur, ainsi que leur période de réalisation lorsqu'elle est connue.

## **Article 11 - Contrôle des installations, des effluents et des eaux réceptrices**

Le pétitionnaire est tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à venir en matière de police de l'eau.

Les agents du service chargé de la police de l'eau ont libre accès, à tout moment, aux installations faisant l'objet du présent arrêté. Ils peuvent demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

Les agents du service chargé de la police de l'eau peuvent procéder à toutes les mesures de vérification et expériences utiles pour constater l'exécution du présent arrêté. Le pétitionnaire doit, sur leur réquisition, leur fournir le personnel et les appareils nécessaires.

Les agents du service chargé de la police de l'eau peuvent procéder, inopinément et à tout instant, à des prélèvements dans l'effluent et dans les eaux réceptrices, et à leur analyse par un laboratoire agréé. Dans ce cas, un double de l'échantillon est remis au pétitionnaire.

Les analyses peuvent concerner l'ensemble des paramètres mentionnés à l'article 7 du présent arrêté, et tout autre paramètre relatif à ce type d'effluent.

Les mesures doivent pouvoir être faites dans de bonnes conditions de précision, les ouvrages sur lesquels sont effectués les mesures doivent être aménagés en conséquence.

L'accès aux points de mesure ou de prélèvement sur les ouvrages d'évacuation doit être aménagé, notamment pour permettre la mise en place du matériel de mesure.

Le service chargé de la police de l'eau transmet les résultats des contrôles inopinés au pétitionnaire.

Le pétitionnaire s'engage à supporter les frais de toute modification de ses installations résultant de l'exécution de travaux d'entretien ou d'aménagements. Il s'engage à supporter toutes les conséquences de quelques natures que ce soient de ces travaux sans pouvoir mettre en cause l'État, ni élever, de ce chef, aucune réclamation ou demander aucune indemnité que ce soit.

## **Article 12 - Modification des installations**

Le pétitionnaire est tenu de se conformer aux évolutions de la réglementation.

Le pétitionnaire informera préalablement le Préfet de toute modification des données initiales mentionnées dans le dossier de déclaration conformément à l'article R 214-40 du code de l'environnement.

Le Préfet pourra également, à tout moment, imposer de nouvelles prescriptions sur le fondement du troisième alinéa du II de l'article L.214-3 du code de l'environnement

## **Article 13 - Droits des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

## **Article 14 - Autres réglementations**

Le présent arrêté ne dispense pas du respect des autres réglementations

## **Article 15 - Publication et information des tiers**

Le présent arrêté pourra être consulté en mairie d'Ambleteuse

Il sera publié sur le site Internet de la Préfecture du Pas-de-Calais pour une durée minimale de quatre mois.

Il sera adressé au conseil municipal de la commune d'Ambleteuse

Un extrait de l'arrêté sera affiché en mairie d'Ambleteuse pendant une durée minimale d'un mois ; un procès verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins de monsieur le maire.

## **Article 16 – Délais et voies de recours**

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif de LILLE :

1° Par les tiers intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la présente décision sur le site internet de la Préfecture du Pas-de-Calais ou de l'affichage du présent arrêté en mairie d'Ambleteuse ;

2° Par le pétitionnaire, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle l'arrêté lui a été notifié ;

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux ou hiérarchique ; ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

## **Article 17 - Exécution**

M. le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais, M. le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais M, le Maire d'Ambleteuse sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au Président de la Communauté de Communes de la Terre des 2 Caps.

ARRAS, le **14 AOUT 2019**  
Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental  
des Territoires et de la Mer et par subdélégation,

L'Adjointe au Chef du Service de l'Environnement

  
Hélène VILLAR

P.J. : Annexe 1

Copie transmise pour information à :

- M. le Maire d'Ambleteuse,
- M. le Sous-Préfet de Boulogne-sur-Mer,
- M. le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais,
- M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement des Hauts-de-France,
- M. le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé,
- M. le Directeur de l'Agence de l'Eau Artois Picardie,
- M. le Président de la CLE du SAGE du Bassin Cotes du Boulonnais.



## Annexe 1

On dénombre 6 postes de refoulement sur le réseau eaux usée et 1 en entrée de Station :

Nom	Type	Débit des pompes	Auto surveillance	Trop - plein	Charge	Exutoire	Régime loi sur l'eau
Ecluse	Séparatif	2 X 13 m <sup>3</sup> /h	Non	Non	Sans Objet	Sans Objet	Sans Objet
Slack 1	Séparatif	1 x 15,1 m <sup>3</sup> /h 1 x 22,6 m <sup>3</sup> /h ensemble 19,8 m <sup>3</sup> /h	Non	Non	Sans Objet	Sans Objet	Sans Objet
Slack 2	Séparatif	2 x 20 m <sup>3</sup> /h	Non	Non	Sans Objet	Sans Objet	Sans Objet
Raventhun	Séparatif	1 x 27,8 m <sup>3</sup> /h 1 x 43,5 m <sup>3</sup> /h ensemble 42,5 m <sup>3</sup> /h	Non	Non	Sans Objet	Sans Objet	Sans Objet
Courgain	Séparatif	2 x 15 m <sup>3</sup> /h	Non	Non	Sans Objet	Sans Objet	Sans Objet
Rue du Fort	Séparatif	1 x 22,9 m <sup>3</sup> /h 1 x 15,3 m <sup>3</sup> /h ensemble 18,1 m <sup>3</sup> /h fonctionnement alterné	Oui	Oui	DBO5/j : - 80,5 - 138,4 l'été	Réseau pluvial avec exutoire à la Slack	Déclaration
Entré Station	Séparatif	2 X 115 m <sup>3</sup> /h	Oui	Oui	240 DBO5/j	Le Selles	Déclaration

Et on dénombre 1 déversoir d'orage sur le réseau d'eau usées

Nom	Flux	Equipement	Exutoire
Résidence Belvédère	12 Kg DBO5/jour	Non	Réseau pluvial avec exutoire à la Slack

